



Autolib' Métropole
2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

PROCES-VERBAL

Séance du Comité syndical du 19 octobre 2016

Le 19 octobre 2016, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 13 octobre 2016, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice : 102
Nombre de délégués présents ou représentés : 65 dont 17 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Philippe PIERRE (Argenteuil), M. Jean-Philippe LUCE (Bois d'Arcy), M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Hervé HEMONET (Colombes), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Frédéric NICOLAS (Dugny), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Marc TOURELLE (Noisy-le-Roi), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Julien BACHARD (Saint-Gratien), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Hervé LIEVRE, M. Bernard ROCHE.

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN

Grand Paris Sud Est Avenir : Mme Khadija OUBOUMOUR, M. Bruno HELIN

Vallée Sud Grand Paris : M. Philippe RIBATTO, M. Rodéric AARSSE.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Guy-Michel BEROCHÉ (Bièvres), M. Hervé MASQUELIER (Bois-Colombes), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), M. Thibault SIMEONI (Maisons-Alfort), Mme Cécile RANGUIN (Saint-Denis), Mme Tiffany CULANG (Saint-Mandé), M. Didier HOFFMANN (Viroflay), M. Philippe LANGLOIS D'ESTAINTOT (Paris Ouest la Défense).

Suppléants sans voix délibératives :

M. Philippe SAJHAU (Nogent-sur-Marne), Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine) à M. SCHINDLER, M. Arnaud GIBERT (Bezons) à M. BERNIER, M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne) à M. AARSSE, M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) à M. PATTEE, M. Denis REDON (Épinay-sur-Seine) à M. CARON, M. Yves MENEL (Garches) à M. LANGLOIS d'ESTAINOT, M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud) à Mme GAILLABAUD, M. Alain GUETROT (Paris Est Marne et Bois) à M. TURANO, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à M. GIRAULT, M. Jean-Marie BALLE (Puteaux) à M. MASQUELIER, M. Christian PAGE (Saclay) à M. MORDEFROID, M. BROS (Sogaris) à M. BESNARD, M. Hervé FLEURY (Versailles) à M. DELEPIERRE, M. Gautier MOUGIN (Grand Paris Seine Ouest) à Mme BRUNEAU, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. HEMONET, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à M. SIMEONI, M. Jean-Marc SZMARAGD (GPSO) à M. ROCHE.

Etaient excusés : Mme DAUVERGNE (Arcueil), MM. BESCHIZZA et TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. LOPPINET (Bailly), M. LEUCI (Bobigny), M. CLERMONT (Bougival), M. BOULAY (Châtillon), Mme MOUTONGOBLACK et M. PERON (Clichy-la-Garenne), Mme DEBRE (Département des Hauts-de-Seine), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), M. LEBRUN (Saint-Cloud), Mme de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, MM. Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation et Malik SALEMKOUR Chargé de mission juridique et financier.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 13 juillet 2016
- 2 - Compte rendu du Bureau syndical du 6 octobre 2016
- 3 - Délibérations :
 - Modification de la durée des amortissements des subventions d'équipement (décret 2015-1846 du 29/12/2015 permettant d'étendre la durée)
 - Actualisation du règlement intérieur des marchés publics (MAPA)
- 4 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme GAILLABAUD est désignée secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 13 juillet 2016

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes. Aucune observation n'est formulée.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 13 juillet 2016 est adopté à l'unanimité.

2 - Compte rendu du Bureau syndical du 6 octobre 2016

La Présidente rappelle aux membres que le compte rendu de la séance du 6 octobre leur a été transmis. Elle évoque que les discussions engagées depuis plusieurs semaines avec la société Autolib' portent sur les coûts d'exploitation, les recettes et le plan d'affaires. Elle ajoute que grâce à ces discussions soutenues, vingt millions d'euros ont été récupérés sur ce qu'on appelle les subventions commerciales et qui ne sont en fait, que le retour sur son usage de l'expérience de la Sté Autolib' grâce au Syndicat Autolib' pour des projets commerciaux qu'ils ont développés dans d'autres villes comme Indianapolis, Singapour et Londres. La volonté commune est d'aboutir à un accord financier stable pour tous, sachant que chaque collectivité est concernée. Enfin, elle indique que les objectifs du Syndicat sont de ne pas mettre en péril les collectivités, que cela ne leur coûte rien et également préserver le concept du service public qu'elle a souligné à plusieurs reprises à la Sté Autolib'. Elle rappelle que lors de la séance du 13 juillet dernier, à l'occasion de laquelle était notamment présent M. Gilles ALIX (Sté Autolib') pour la présentation du rapport du délégataire, un point sur ces discussions avait déjà été fait. Elle précise que le Syndicat a eu des demandes formulées par la Sté Autolib' sur lesquelles elle avait émis des remarques qui n'étaient pas spontanément favorables voir défavorables, des réactions qui étaient parfois des réactions immédiates que la présidente exprimait à M. ALIX et qui étaient ensuite discutées en bureau.

Elle indique que lors de ce Bureau, plusieurs points ont été abordés et cite : la question des tarifs, pour laquelle Matthieu FIERLING fera un point ; la question du défaut d'intérêt économique des stations, en précisant que selon la société Autolib', les stations rentables sont les stations où il y a beaucoup de turnover et les stations où il y a peu de turnover sont des stations qui ne le sont pas, et elle ajoute que ce n'est pas le point de vue du Syndicat. C'est pourquoi, dit-elle, nous avons engagé une discussion assez exigeante de manière à ce que ces questions soient examinées dans un sens qui convienne aux membres du Syndicat. Elle rappelle qu'afin d'alléger le coût de la DSP, une expérimentation de publicité de trois mois sur 10% du parc avait été acceptée sur un type d'annonceur compatible avec les valeurs incarnées par Autolib' et sur lesquelles le Syndicat a un droit de regard.

Elle donne ensuite la parole à M. FIERLING.

M. Mathieu FIERLING (Responsable service et innovation) rapporte les discussions sur l'ensemble des offres de toutes les gammes (Premium, Prêt-à-rouler, Pro et ainsi que la recharge) :

- La nouvelle tarification proposée pour les tarifs de location est de 1€ la demi-heure à partir du 1er février 2017. Cette augmentation aurait un impact sur les comptes de la DSP de 21 millions d'euros sur la période 2017-2023 ;

- La proposition de la société Autolib' d'effectuer une augmentation tarifaire la nuit n'a pas été retenue à ce stade ;

- La nouvelle tarification proposée pour la réservation de véhicule est de 10 centimes d'euro par réservation, qui augmenterait chaque année de 10 centimes d'euro afin d'arriver à 50 centimes d'euro. Cette augmentation aurait un impact de 4,4 millions d'euros sur la période 2017-2023 ;

- La nouvelle tarification proposée pour la recharge est de 1€ la première heure, 3€ les heures suivantes, et un plafonnement la nuit à 6€. Les horaires de nuit seraient désormais de 22h à 7h du matin. Cette augmentation aurait un impact de 5,3 millions d'euros ;

- La nouvelle tarification proposée pour la réservation de place est de 1€. L'impact serait de 200 000€ ;

- Les tarifs Autolib' pro devraient augmenter de 10% par an à partir de 2018 ;

- La recharge pro devrait augmenter de 10% par an. Ces deux augmentations n'ont pas encore été chiffrées par le délégataire ;

- La nouvelle tarification proposée pour l'abonnement Artisan ou Utilib' est de 8€ l'abonnement par mois et l'heure de location. L'impact estimé est de moins de 100 000 euros.

Si l'ensemble de ces mesures était adopté, l'impact serait de 31,1 millions d'euros sur 2017-2023 ;

- La dernière proposition qui est encore à l'étude est une mise en œuvre de tarification sociale pour les personnes qui bénéficient des minimas sociaux.

Les abonnements seraient ainsi gratuits ou en demi-tarif. Les premières estimations chiffrent cette tarification sociale à moins de 200 000 euros par an sur la durée de la DSP.

La Présidente précise que ces propositions n'ont pas à être adoptées aujourd'hui mais qu'elles le seront lors d'un prochain Comité syndical où il sera présenté un avenant qu'elle souhaite global. S'agissant de la proposition d'augmentation des tarifs, elle indique que le Syndicat n'a pas souhaité trop augmenter le coût de la réservation de place et ne pas augmenter les tarifs la nuit. Le problème des véhicules privés qui occupent des stations Autolib' sera quant à lui résolu lorsque davantage de bornes de recharge qui ne seront pas des bornes Autolib' seront mises en place.

M. Xavier CARON (Enghien-les Bains) indique que lors du Bureau Syndical du 6 octobre, il a beaucoup été évoqué le problème des tarifs pour les particuliers, la recharge mais il n'a pas été évoqué, les tarifs pro ainsi qu'Utilib'. Quant aux tarifs sociaux, dit-il, seul le nom a été donné.

La Présidente répond que les tarifs sociaux rencontrent un succès relatif auprès de la société Autolib' et c'est pour cela et à ce stade que la société Autolib' souhaite que le Syndicat les prenne à sa charge. C'est pour cette raison que la discussion n'a pas été plus fournie.

M. Rodéric AARSSE (Vallée Sud Grand Paris) a retenu que le tarif recharge véhicules tiers en journée passerait à 3 euros à partir de la deuxième heure. Il estime par expérience, et pour l'avoir constaté dans Paris, que pour beaucoup de personnes ayant leur propre véhicule électrique, le tarif recharge à 3 euros étant plus avantageux et moins coûteux que le stationnement à Paris qui est, en zone centre et un, à 4 euros, les personnes se gareront sur des places Autolib' même pour plusieurs heures. Il ajoute que s'il possédait un véhicule électrique, il préférerait stationner sur une place Autolib' moins chère sans même devoir se brancher à la borne et, de plus, il n'aurait pas de contravention. Il pense donc qu'une réflexion devrait être engagée pour inciter les personnes à utiliser les bornes de recharge que lorsqu'elles en ont besoin. Il termine en indiquant que ses propos ne concernent pas la 1^{ère} mais la 2^{ème} heure.

La Présidente note que M. AARSSE évoque un tarif en zone centre de Paris. Elle précise que les tarifs de stationnements diffèrent selon les endroits et les heures de la journée. Augmenter les tarifs de recharge, dit-elle, impacterait sur les arrondissements périphériques et les communes hors de Paris. Elle ajoute qu'un système de stationnement de deux heures gratuites est en place pour les parisiens qui disposent d'un véhicule électrique.

M. Jacques FRANQUET (La Celle Saint Cloud) revient sur la crise de croissance que le Syndicat est entrain de résoudre. Il s'inquiète de la clause stipulant que si 60 millions de déficit sont cumulés, le concessionnaire est en droit de récupérer la différence auprès des communes. Il se demande comment le déficit global de 179 millions d'euros même si 51 millions sont récupérés, et qu'il est ramené à 128 millions, va être supporté par les communes.

La Présidente explique que 179 millions d'euros est le chiffre articulé par la société Autolib'. Le Syndicat Autolib', explique-t-elle, a retravaillé et retravaille sur ces chiffres. Elle laisse ensuite la parole à Malik SALEMKOUR pour détailler les révisions de calcul.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission Juridique et Financière) précise que les chiffres sont en débat. Il indique que l'arrêté comptable des comptes de la société Autolib', au 31 décembre 2015 est à moins 159 millions et que cette somme correspond au déficit cumulé depuis le début de la DSP. Il ajoute que dans ces chiffres annoncés, le Syndicat Autolib' en conteste certaines données qu'il explique de la manière suivante :

- Tout d'abord, dit-il, il y a une contradiction entre le chiffre du service informatique du plan initial, estimé à 11 millions, et les 60 millions affirmés aujourd'hui par la société Autolib'. En fait, dit-il, elle rajoute 50 millions qu'elle vend ailleurs (Turin, Londres ...) et là le Syndicat dit que ce n'est pas à lui d'en supporter le coût. Il ajoute à ce titre que la présidente a déjà réussi à récupérer vingt millions d'euros sur ce qui était vendu ailleurs.

Donc, dit-il, sur l'arrêté des comptes au 31/12/2015, nous ne sommes pas à moins 159 millions mais plutôt à moins 129 millions.

- Il rappelle ensuite les conditions de la mise en œuvre du projet Autolib' durant l'année 2011 – 2012 par rapport à ce qui était initialement prévu, ce qui explique le décalage temporel entre les dépenses qui ont été faites et la mise en route du service.

- Il pointe également les contradictions de la société Autolib' à vouloir mettre en service plus de voitures, disant qu'elles apportent de la rentabilité, puis de constater qu'elles génèrent une perte comme en 2015.

- Il explique que le développement du nombre de stations et l'intégration de recettes accessoires (publicité et partenariats commerciaux) peuvent rapporter quelques dizaines de millions d'euros ;

- Enfin, l'augmentation des tarifs est également une des solutions pour résorber le déficit.

La Présidente ajoute que le déficit ne se renchérit pas d'autant tous les ans, au contraire.

M. Malik SALEMKOUR (Chargé de mission juridique et financier) espère que d'ici 2019-2020, les recettes d'exploitation couvriront les dépenses d'exploitation courantes et participeront au rétablissement du déficit et c'est, dit-il, ce débat qui en cours. Le niveau de risque est aussi à discuter avec la société Autolib' car lorsque le contrat a été signé, il devait être rentable à la fois pour le Syndicat et les communes adhérentes ainsi que pour la société Autolib', puisqu'il devait dégager 50 millions au terme de la DSP. Il termine en disant que c'est pour cela que le Syndicat souhaite un accord global.

La Présidente demande si les membres ont été éclairés sur le sujet.

M. Jacques FRANQUET (La Celle Saint Cloud) évoque la page 83 de la DSP, qui autorise le concessionnaire à déposer le bilan. Il demande s'il existe un risque que la société Autolib' puisse arrêter.

La Présidente répond par la négative. Toute la discussion est autour du déficit estimé de la DSP. Il ne faut pas se focaliser sur le chiffre actuel mais se projeter en 2023. Elle rappelle qu'Autolib' est une marque mondialement reconnue et rencontre un succès en matière de notoriété et de fonctionnement. Elle ne pense pas que la société Autolib' puisse considérer Autolib' comme un échec.

M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc) comprend que tout nouvel investissement est suspendu en attendant de déboucher sur un accord avec la société Autolib'. Il se demande ce que deviennent les communes engagées dans le système et qui se retrouvent bloquées.

La Présidente explique qu'elle a initié avec la société Autolib' les débats et discussions afin d'avancer. Elle souhaite que l'accord global sur l'ensemble des points soit trouvé d'ici décembre. Elle laisse la parole à Mme Véronique HACHÉ.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') explique qu'une pause technique a été faite afin d'apprécier l'intérêt économique des stations et que ces dernières ont toutes été revues. Elle ajoute, que le délégataire a décidé d'arrêter les études et les travaux en cours considérant que 166 stations seraient à fermer. Le Syndicat a ramené ce nombre à 50 et sans fermeture mais réduction du nombre de bornes. Parallèlement, le délégataire a décidé d'arrêter pour expertiser l'opportunité les travaux des stations qui étaient à installer. Le Syndicat travaille à relancer les travaux prévus.

M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc) demande si le Syndicat possède un engagement de calendrier de la société Autolib', qui, dit-il, tient les manettes.

La Présidente revient sur l'intérêt économique des stations vu par la société Autolib' et sa demande de fermer 166 stations. Elle rappelle que dans la DSP, il est prévu que la fermeture était le dernier recours pour les stations économiquement non rentables.

Elle précise qu'auparavant, un examen approfondi de tous les critères doit être mené. Suite à un travail d'expertise mené par l'équipe, le Syndicat a réduit la liste de 166 à 50. Pour ces 50 stations, moins dynamiques que les autres, l'hypothèse envisagée est de réduire le nombre de bornes Autolib' et de garder les bornes qui ne le seraient plus comme bornes de recharge pour les tiers « personnes privées ».

Elle donne la parole à M. FIERLING.

M. Mathieu FIERLING (Responsable service et innovation) présente au moyen d'un Powerpoint diffusé sur écran les trois catégories différentes de stations Autolib' en Île-de-France :

- les stations incendiées à plusieurs reprises (11 stations) ;
- les stations dans des parkings hors voirie, dont certains peu rentables ;
- les stations à défaut d'intérêt économique (une cinquantaine).

Le Syndicat propose pour ces dernières stations, d'en réduire la taille à quatre bornes Autolib' et de passer les bornes restantes en bornes de recharge accessibles au public. Cette option permettrait d'avoir une diminution des coûts liés aux redevances d'occupation, et d'avoir plus de voitures en service.

La Présidente fait remarquer que les stations parkings Autolib' à Paris fonctionnent mal. Le Syndicat discute via la ville de Paris avec les concessionnaires des parkings afin de payer moins cher l'occupation des places de parking. Elle ajoute que chaque cas fait l'objet d'un examen individuel. La Présidente termine en indiquant que le sujet de la durée de la DSP sera abordé avec la société Autolib' une fois le moment venu, si c'est un paramètre qui peut faire basculer dans un accord global.

Elle s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) se souvient qu'il y a déjà eu une augmentation des tarifs au 1er février 2016. Du point de vue du consommateur, il estime qu'il pourrait sembler qu'il y ait une inflation.

M. Mathieu FIERLING (Responsable service et innovation) répond que l'augmentation a été de 0,50€ pour les abonnés Premium en février 2016 et que l'offre Prêt-à-rouler a également été introduite à cette occasion, supprimant les anciennes offres.

M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) comprend que le tarif passe en un an de 5,50€ à 7€ la demi-heure.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') explique que parallèlement à la première augmentation des tarifs en février 2016, les abonnements ont également changé et un abonnement Prêt-à-rouler, demandé par les usagers, a été créé.

La Présidente ajoute que le Syndicat examine également la possibilité de mettre l'abonnement Autolib' sur le Pass Navigo. Elle précise que cela devrait développer l'usage parce que, dit-elle, c'est l'usage des voitures qui est rentable et non l'abonnement.

Mme Perrine PRESSETI (Antony) s'interroge sur ce qu'a prévu le Syndicat pour les stations les moins rentables en demandant si un diagnostic a été établi. Elle regrette également les longs délais de réception (3 mois) des cartes Prêt-à-Rouler qui, dit-elle, limite l'usage.

La Présidente lui conseille de les contacter, lors de ce genre de problème.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') revient sur la question du déséquilibre de régulation dans les stations entre les heures de pointe du matin et du soir, ce qui rend certaines stations non rentables. Les solutions proposées sont de limiter le nombre de places dans ces stations ; mettre en avant les stations en parking à Paris ; remettre éventuellement, dans certains arrondissements, certaines stations de parking sur voirie.

M. Frédéric NICOLAS (Dugny) demande comment a été calculée la recette supplémentaire de 21 millions à l'horizon de 2023. Il fait ensuite remarquer que d'ici 2023, les tarifs de location Autolib' à la demi-heure auront augmenté de 66% par rapport à 2016. Il indique que le Syndicat regroupe des villes diverses à la fois riches et pauvres, et que lui venant d'une ville pauvre, il demande si cette augmentation ne favorisera pas l'accroissement du nombre de stations détectées comme non économiquement viables et que de ce fait les recettes seront bien inférieures en raison de la diminution du volume.

La Présidente répond que la question posée est tout à fait pertinente même si les prolongements donnés au raisonnement sont incertains. Depuis le début, précise-t-elle, on essaie de rendre compatible plusieurs paramètres qui ne le sont pas spontanément. Elle l'explique en disant : comment faire pour que ce service reste un service public ouvert à tous. De plus, la distinction faite entre ville pauvre et ville riche, de manière idéale, nous ne voudrions pas qu'elle existe. Concernant la tarification, elle se croise aussi avec celle de l'usage de la voiture et là, ça reste un usage irrégulier. Elle se dit être très soucieuse de la question des tarifs et c'est pour cela que la question des tarifs, dit sociaux, même si elle n'en apprécie pas le terme, doivent rester accessibles au plus grand nombre et, à son sens, c'est une question très importante. Elle ne veut pas que dans quelques années ce service soit réservé qu'à ceux qui en auront les moyens. Elle indique que ce que dit M. NICOLAS est un paradoxe dans la mesure où l'augmentation des tarifs ne résorberait pas ce manque à gagner du fait même de l'augmentation des tarifs, elle estime donc qu'il faut être vigilant sur tout cela. Quand on a remodelé la grille tarifaire, dit-elle, y compris en faisant des tarifs tribus ou familles afin que les personnes qui habitent dans un même lieu puissent partager un même abonnement et ne paient que la consommation, on recherchait comment ne pas renchérir en permanence le coût de l'usage. Ensuite, sur les stations économiquement non rentables, elle précise à la société Autolib' que l'on ne peut pas à la fois vouloir que le service soit étendu au delà de Paris et considérer que toutes les stations doivent être rentables de la même façon. Enfin, elle rappelle que certaines communes aimeraient avoir Autolib' et ne comprennent pas, qu'étant en-dehors du cadre de la DSP, la question économique soit étudiée. Elle termine en indiquant que c'est pour toutes ces raisons qu'elle envisage un allongement de la DSP et une augmentation du montant du déficit supporté par la société Autolib'.

M. Patrice PATTÉE (Sceaux) revient sur la question de M. SCHINDLER, sur la révision de la grille tarifaire. Il précise que l'augmentation des tarifs en février a pu être justifiée par le fait qu'on avait complètement simplifié la grille et que globalement, l'utilisateur pouvait s'y retrouver dans la mesure où il y avait d'autres moyens d'approcher le service et, dit-il, cela n'a pas fait de vague. Il ajoute que depuis que le service existe, on a plutôt surfé sur un grand satisfécit. Introduire, l'an prochain, une nouvelle augmentation de tarif significative, puisqu'elle est supérieure à 1 euro la 1/2 heure, sans services nouveaux, hormis le fait de la publicité sur les voitures, implique d'être vigilant et de travailler sur les éléments de langage, les signaux que l'on devra faire passer. Il craint que l'on inquiète les élus depuis que l'on commence à parler clairement de la sortie de la DSP. Il ajoute que, jusqu'à présent il y avait un climat de confiance et maintenant, il y a quelques signes d'inquiétude. Il ajoute avoir lu dans la presse qu'Autolib' ne devait pas si bien se porter puisqu'il avait recours à la publicité sans parler, dit-il, de l'augmentation des tarifs. Il termine en disant que ce n'est pas facile à gérer et qu'une situation de défiance peut s'installer.

M. Philippe DESTAING (Rueil Malmaison) pense, concernant les stations non rentables et l'augmentation des tarifs, qu'il serait bien d'arriver à tracer une stratégie lisible pour les essais que la société Autolib' fait et qu'elle puisse justifier un certain nombre de choses.

La Présidente répond que le Syndicat effectue ce travail tous les ans notamment lors de la révision du plan d'affaires et que la société Autolib' présente des projections. Ce qui est vrai, dit-elle, c'est que tout le monde avance en même temps sur quelque chose qui n'a jamais existé mais l'an dernier, précise-t-elle, la société Autolib' a souhaité mettre beaucoup plus de véhicules et se rend compte, cette année, que mettre plus de véhicules ça leur coûtait mais ne leur rapportait pas davantage. Ce qui est paradoxal, ajoute-t-elle, c'est le Syndicat qui leur a dit d'arrêter d'ajouter des véhicules. En réponse à M. PATTÉE, elle affirme que le Syndicat travaille de sorte à ce que les communes n'aient pas à financer et c'est pour cela qu'elle recherche toujours des recettes et qu'une constante augmentation des tarifs ne la satisfait pas.

M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) indique que globalement la DSP est rentable mais il se demande si le côté optimiste de la part de la société Autolib' n'a pas été pour nous tromper un peu afin d'obtenir le contrat de la DSP. Il demande également quels sont les critères de fermeture de stations pour les nouvelles villes, et aimerait savoir si Noisy-le-Grand est concernée.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') répond qu'une réunion a justement lieu demain matin à ce sujet. S'il n'est pas prévu de revenir sur le nombre de stations implantées à Noisy-le-Grand, le Syndicat va néanmoins s'assurer que la ville répond aux critères de la grille pour avoir un avis concerté avec le délégataire.

M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) comprend que ce n'est pas le nombre de stations qui est mis en cause mais l'emplacement de celles-ci.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') Le Syndicat fera aux villes des propositions raisonnables afin d'y installer le service et d'éviter de le changer dans le futur.

M. Marc TOURELLE (Noisy-le-Roi) estime que la question stratégique est très importante. Il souhaite savoir : s'il y a toujours un intérêt stratégique de continuer à développer le réseau sur des communautés d'agglomération et, sur la question financière, il souhaite savoir si à terme, il est prévu que ce soit bénéficiaire, à l'équilibre ou est-ce qu'on prévoit que ce soit déficitaire et dans ce cas, à hauteur de combien la société Autolib' couvrirait le déficit, parce que, dit-il, les discussions ne sont pas que financières mais également stratégiques, c'est à dire qu'est-ce qui permet à un service comme Autolib' d'être bénéficiaire. Il ajoute qu'en tant qu'élus, il peut entendre qu'un service public ne soit pas bénéficiaire mais dans ce cas, il estime avoir un devoir de transparence et de vérité par rapport à cela et c'est, dit-il, ce que nous attendrons au terme de vos discussions en décembre dans l'accord global.

La Présidente assure que le Syndicat Autolib' pratique une politique de transparence depuis le début. Jusqu'à moins 60 millions d'euros de déficit de la DSP, la société Autolib' le prend à sa charge. Par ailleurs, sur la question stratégique, le Syndicat se pose la question de l'intérêt d'étendre géographiquement les stations Autolib'.

M. Samuel BESNARD (Cachan) comprend la préoccupation des collègues qui est exprimée sur un certain nombre d'aspects. Il estime cependant, que le plus important est d'être dans la plus grande transparence sur les éléments qui sont posés « sur la table » par la société Autolib' et dont l'analyse du Syndicat montre qu'il y a des éléments sensiblement différents à retenir par rapport à la DSP. Il ajoute qu'après que le service ait été lancé, on est parti avec pour partenaire la société Autolib' sur un contrat et c'est dans le cadre de ce contrat que doit se trouver le grand équilibre à la fin. On savait dès le départ que ce ne serait pas d'une grande facilité car nous sommes partis sur des tarifs bas. Il estime que ces tarifs très bas ont permis de lancer la machine et aujourd'hui, nous sommes dans un contexte où il faut reconnaître que si nous sommes aussi nombreux autour de cette table, c'est parce que l'on considère qu'Autolib' est d'abord un succès en terme d'offres, de mobilité à partir de l'autopartage. La question, dit-il, est de poser l'ensemble des éléments et en particulier les éléments financiers, de savoir comment l'on fait avec le délégataire pour que le service soit d'une part toujours aussi performant en terme technique, qu'il puisse être toujours intéressant pour nos populations donc cela pose la question tarifaire à laquelle il se dit sensible.

M. Samuel BESNARD indique que l'augmentation des tarifs était un sujet en tête au vu des tarifs bas de départ. Il ajoute que ce que souligne la présidente et qu'il juge très important, c'est que l'objectif est que cela ne nous coûte pas et tout faire pour intégrer l'ensemble des éléments, et cite un peu de Pub, l'augmentation tarifaire, peut-être une prolongation du contrat afin de rejoindre l'équilibre, pour que cela nous assure, par rapport à ce que l'on y a mis, de se retrouver dans nos équilibres. Il remercie la Présidente et l'équipe de la direction d'Autolib' de tout le travail accompli pour ne rien lâcher par rapport aux délégataires. Selon lui, les communes doivent accepter les conditions, d'où la stratégie à conduire sur le reste de la durée de la DSP avec le délégataire. Il termine en indiquant que pour cela, il y a un réel travail à faire ensemble.

M. Christophe BERNIER (Gennevilliers) revient sur la tarification et son impact sur l'utilisation du service. Il précise qu'il est élu d'une ville populaire du 92 et qu'il a 2 stations en défaut d'intérêt économique, et précise une qui a été incendiée à plusieurs reprises et l'autre est située dans une zone industrielle et ajoute que sa commune à 14 stations.

Il indique que même avec la tarification actuelle, aujourd'hui le service Autolib', même dans une ville populaire est un service qui fonctionne. Il indique qu'il a une attention très forte sur la question des tarifs car c'est une vraie question mais que la soutenabilité des tarifs actuels, dans sa ville fonctionne. Ensuite, il indique, que depuis 2014, la question des chiffres est une question qui est abordée régulièrement en Bureau et en Comité. Il l'explique que nous sommes à peu près à la moitié de la DSP, avec un réseau mature comptant presque 4000 voitures et aujourd'hui, ce service a encore une forte possibilité de progression en termes d'usagers, puisque, dit-il, nous sommes à 110 000 abonnés premium, sur un territoire qui est celui de la métropole et qui fait plus de 6 millions d'habitants. Nous sommes à peu près à 5 ans d'utilisation de ce service, et il pense que même si les chiffres de déficit sont aujourd'hui très importants, malgré la réserve de 60 millions, que l'on est sur le point O cette année, avant de constater une baisse du déficit dans les années prochaines. C'est une situation à tenir avec une grande attention mais il se dit pas particulièrement alerté parce qu'on a le temps et parce qu'aujourd'hui, et il rejoint son collègue en saluant le Syndicat d'Autolib' et sa présidence pour sa réelle attention sur cette situation.

M. Vincent MEZURE (Bougival) aborde le sujet du maillage, c'est-à-dire les liaisons entre Paris et la banlieue, et entre les villes de banlieues mêmes. Il a bien compris que la DSP comprenait un certain périmètre mais il s'interroge sur la position de la société Autolib' sur l'extension du périmètre. Est-il moteur ou subit-il la demande du Syndicat. Il pense que s'il subit, la négociation sera plus difficile mais s'il est moteur, l'affaire n'est pas si mauvaise.

M. Philippe SAJHAU (Nogent-sur-Marne) demande s'il est légalement et contractuellement possible de modifier la DSP en tant que telle.

La Présidente répond que huit avenants ont déjà été votés sur la DSP. S'agissant du périmètre géographique, il n'est pas possible de modifier la DSP. Le Syndicat peut accepter des communes en-dehors du périmètre sous réserve qu'il y en ait peu, et dans ce cas-là, une clause stipule que le délégataire et le délégant doivent être d'accord. Elle trouve important, dans la période, de réfléchir aux effets de ces adhésions avant d'accepter des communes en-dehors du périmètre de la DSP.

M. Jacques FRANQUET (La Celle St Cloud) fait remarquer que les villes de la deuxième couronne sont pointées comme potentiellement moins rentables. Il estime que la densité des stations est très importante et il se demande si, en s'éloignant des zones denses, Autolib' a un sens.

La Présidente explique qu'il y a une équation et qu'une station efficace et rentable dépend du maillage. Elle défend la nécessité d'un territoire urbanisé, dense et assez vaste pour pouvoir implanter des stations. Elle introduit ensuite la présentation du kit de communication, clés en mains pour que les communes puissent faire connaître le service.

M. Mathieu FIERLING (Responsable service et innovation) indique que le kit de communication va être finalisé prochainement, qu'il sera transmis à toutes les collectivités et qui se trouvera également dans leur espace membre. Il fait ensuite une présentation du kit.

La Présidente précise que les membres recevront un courriel personnel pour être prévenus de l'arrivée du kit de communication dans leur espace membre.

M. Mathieu FIERLING (Responsable service et innovation) précise qu'il s'agit de kits orientés sur le digital (bannières, pages web, etc.) et qu'il comprend des chiffres clefs pour l'année 2016, ainsi que des contacts précis chez Autolib'.

3 - Délibérations

3.1 Modification de la durée des amortissements des subventions d'équipement (décret 2015-1846 du 29/12/2015 permettant d'étendre la durée) (délibération 2016 30)

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') explique qu'un nouveau décret permet de ramener les règles d'amortissement des investissements à 30 ans. Cette délibération permet d'alléger les comptes du Syndicat.

Mme Geneviève GAILLABAUD (Garenne-Colombe) demande si les incidences sont chiffrées.

Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') répond que cela représente un lissage de l'ordre de 200 000€.

La Présidente, en l'absence de remarques supplémentaires, soumet cette délibération aux voix.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE de fixer la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées qui permettent de financer des installations à 30 ans ; **DÉCIDE** de fixer la durée d'amortissement des subventions d'équipement reçues qui permettent de financer des installations à 30 ans ; **DIT** que ces durées d'amortissement entrent en vigueur au titre de l'exercice budgétaire 2016.

3-2 Actualisation du règlement intérieur des marchés publics (MAPA) (délibération 2016 31)

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') indique que l'évolution des textes législatifs et notamment, l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et, l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, rendent nécessaire son actualisation.

Elle précise que, même si cette actualisation concerne l'évolution de la réglementation et qu'il est prévu à l'article 5 du présent règlement que ces modifications peuvent être intégrées par simple décision de la Présidente, la présidente a souhaité que l'assemblée en prenne acte.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE, de l'actualisation du règlement intérieur des marchés passés en procédure adaptée ci-annexé.

4 - Point divers

La Présidente souhaite faire part aux membres de l'évolution de Vélib'. Elle fait remarquer que beaucoup de personnes présentes aujourd'hui font aussi partie du Syndicat d'études Vélib' (elle-même préside Vélib'). Le Syndicat envisage la possibilité de procéder à une sorte d'extension à l'intérieur d'Autolib' suivant le format d'un Syndicat avec deux activités : une activité Autolib' et une activité Vélib', avec l'atout de faire des économies d'échelle. Il suffirait donc de modifier les statuts d'Autolib' pour étendre sa compétence et lui adjoindre celle de Vélib'.

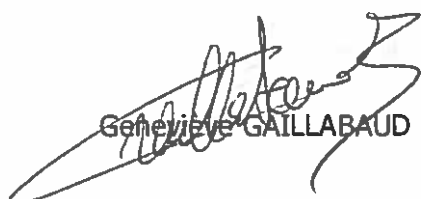
M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) ne voit pas d'inconvénient à transmettre ces données lors du prochain Comité Syndical. Il cite déjà 300 000 abonnés (220 000 sur Paris et 80 000 hors Paris), et entre 100 000 et 200 000 utilisations quotidiennes avec là aussi comme on le voit pour les stations Autolib', les stations Vélib' situées en bout de ligne sont moins rentables. On a donc beaucoup de similitudes avec Autolib'. Il termine en indiquant que cela permettra également de franchir la barre des 1, 5 kilomètres autour de Paris.

Mme Geneviève GAILLABAUD (Garenne-Colombe) fait remarquer qu'on parle d'utilisation quotidienne mais souhaiterait parler plutôt de chiffres d'affaires au niveau des stations même d'Autolib'. Elle ajoute que l'on parle d'utilisation mais on ne sait pas si l'utilisation est pour faire un kilomètre, 10 kilomètres.

Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib') répond que l'on a le nombre de poses et déposes par stations, mais le Syndicat n'a pas le droit de savoir où va la voiture, donc c'est une moyenne qui est faite. Par ailleurs, elle indique que si la question du chiffre d'affaires portait sur Autolib' et Vélib', elle réitère les propos de la présidente en rappelant que les deux budgets seront étanches.

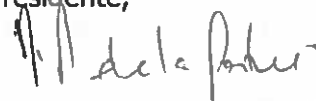
L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente remercie les membres présents et lève la séance à 17 heures.

La secrétaire de séance,



Geneviève GAILLABAUD

La Présidente,



Marie-Pierre de la Gontrie

Elle ajoute que cette proposition sera présentée lors du prochain Comité syndical mais qu'elle souhaitait leur en parler préalablement.

M. Eric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) demande si c'est valable pour le Syndicat d'études ou pour le futur Syndicat, une fois que le système sera en place.

La Présidente répond que l'idée est d'avoir un Syndicat de gestion dénommé par exemple Autolib' et Vélib' qui englobe les deux et qui serait en compétence pour attribuer le marché public Vélib'.

M. Samuel BESNARD (Cachan) s'avoue sensible aux arguments de mutualisation des Syndicats. Il ajoute qu'au niveau national, c'est un engagement qui a été pris quelque soit la majorité politique sur la rationalisation de toutes les instances syndicales. Il constate également que beaucoup d'élus sont familiers de la pratique des Syndicats « gigognes » qu'il explique en disant il y a un Syndicat qui a une compétence globale et générale et cite en exemple le SIPPAREC et le SIGEIF et qu'ensuite au sein de ces Syndicats, il y a un certain nombre d'autres compétences liées qu'ils gèrent. Il ajoute que les communes membres sont libres d'accepter ou pas de déléguer telle ou telle compétence au Syndicat. Ensuite, dit-il, il y a généralement un seul Comité syndical, et les membres sont appelés à voter selon les délibérations et les compétences concernées. Il termine en indiquant que cela nécessite pour nous Syndicat mixte Autolib' d'aller vers une évolution en terme de compétence, d'ouvrir en quelque sorte notre compétence aux VLS .

La Présidente indique qu'il y aurait une étanchéité totale et que chaque commune ne serait concernée que par la ou les compétences transférées au Syndicat. Elle s'enquiert d'autres questions.

Un délégué s'interroge sur le calendrier.

La Présidente répond qu'un Comité Syndical Autolib' aura lieu mi-novembre et que cette extension pourra être proposée à ce moment-là. Le vote de la modification des statuts doit se faire à l'unanimité.

M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson) imagine que ce Comité pourra avoir une vision plus large des pratiques des différents moyens de transports, ce qui, dit-il, est intéressant en matière de prospective. Il se demande quelle est la troisième branche qui se profilerait en perspective.

Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Sud-Ouest) s'associe à plusieurs de ses collègues sur le simple bon sens d'aller vers une rationalisation des administrations et de regrouper par secteurs de compétences, les personnes reconnues pour leurs compétences pour pouvoir traiter de cette affaire au cœur d'Autolib'.

M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud) demande, compte tenu de son territoire vallonné, si Vélib'2 va comprendre les vélos à assistance électrique.

M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) explique que beaucoup de similitudes existent entre Vélib' et Autolib'. L'idée est de mutualiser les fonctions dites « support », tout en maintenant l'indépendance des deux branches comme le précisait la présidente. Il s'agit non seulement de bénéficier de l'expertise et de l'expérience du Syndicat Autolib', mais aussi de réaliser des économies globales, notamment en termes de coût de fonctionnement et par ailleurs de voir les similitudes qu'il y a dans la mise en place d'un réseau Vélib' métropolitain. Il ajoute que le STIF réfléchit à mettre en place un système de location de longue durée de vélo électrique.

M. Hervé HEMONET (Colombes) demande s'il est possible d'avoir connaissance des chiffres d'utilisation Vélib' à Paris jusqu'à aujourd'hui, que ce soit en termes d'usage et financier.